



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
INTERMINISTERIELLES ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE N°PREF-SAPPIE-BE-2019-0020**

**du 28 JAN. 2019**

**modifiant l'arrêté préfectoral n°PREF-SAPPIE-BE-2018-0351 du 26 juillet 2018 autorisant temporairement l'entreprise ALFYMA INDUSTRIE à exploiter une installation de valorisation de caoutchouc par pyrolyse sur le territoire de la commune de SAINT- VALERIEN**

Le Préfet de l'Yonne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V, l'article R. 512-37 et l'article R.181-45,
- VU la nomenclature des installations classées définie à l'article R. 511-9 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral n°PREF-SAPPIE-2018-0351 du 26 juillet 2018 autorisant temporairement l'entreprise ALFYMA INDUSTRIE à exploiter une installation de valorisation de caoutchouc par pyrolyse sur le territoire de la commune de SAINT- VALÉRIEN,
- VU le courrier de l'exploitant adressé à M. le Préfet de l'Yonne en date du 15 novembre 2018,
- VU le rapport et les propositions en date du 8 janvier 2019 de l'inspection des installations classées,
- VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur,
- VU l'absence d'observations de la part du demandeur,

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n°PREF-SAPPIE-2018-0351 du 26 juillet 2018 prévoit dans son article 1.4.1 que l'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée maximale de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**CONSIDÉRANT** qu'à la date du 15 novembre 2018, l'installation de valorisation de caoutchouc par pyrolyse n'a pas été mise en service,

**CONSIDÉRANT** que dans ces conditions l'exploitant ne peut pas mettre en œuvre son projet,

**CONSIDÉRANT** que le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a demandé par courrier en date du 15 novembre 2018 que l'autorisation d'exploiter soit accordée pour une durée maximale de six mois à compter de la date de mise en service de l'installation,

**CONSIDÉRANT** que cette demande de modification n'engendre pas de nuisances ou inconvénients supplémentaires,

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup> : Durée de l'autorisation**

L'article 1.4.1 « durée de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral n°PREF-SAPPIE-2018-0351 du 26 juillet 2018 autorisant temporairement l'entreprise ALFYMA INDUSTRIE à exploiter une installation de valorisation de caoutchouc par pyrolyse sur le territoire de la commune de SAINT- VALÉRIEN est remplacé par :

*« L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée maximale de six mois à compter de la date de mise en service de l'installation.*

*L'autorisation peut être renouvelée une fois dans les conditions prévues à l'article R. 512-37 du code de l'environnement.*

*Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. »*

### **Article 2 : Mise en service de l'installation**

Préalablement à la mise en service de l'installation, l'exploitant adresse 1 mois à l'avance au Préfet de l'Yonne un courrier pour l'informer de la date du démarrage de son activité.

Tous les éléments permettant de justifier cette date (planning et avancement des travaux, réception des matériels...) devront être joints à ce courrier.

### **Article 3 : Mesures exécutoires**

Les conditions ainsi fixées ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs (notamment au titre III, livre II du code du travail), ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but par l'inspection du travail chargée de l'application du présent titre.

Faute par le pétitionnaire de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui pourraient lui être imposées par la suite, la présente autorisation pourra être suspendue.

#### **Article 4 : Publication**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte des mairies concernées par les soins des maires.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### **Article 5 : Exécution**

Mme la Secrétaire générale de la préfecture et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par voie administrative à M. le Directeur de la société ALFYMA INDUSTRIE, et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de SAINT VALÉRIEN,
- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de SENS,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- M. le directeur départemental des territoires,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Yonne,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile de l'Yonne,
- Mme la responsable de l'unité de prévention de la Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **28 JAN. 2019**

Préfecture de l'Yonne-service du courrier

**06 FEV. 2019**

**ARRIVÉE**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Secrétaire générale,

  
Françoise FUGIER

**Délais et voies de recours ci-après**

**Délais et voies de recours**

*La présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon :*

*1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;*

*2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité accomplie.*

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.*

*Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*